

Pascale Molinier

Chargée de mission égalité femmes-hommes Université Paris

Membre du réseau des chargé.e.s de mission USPC

Chère Anne Kupiec, chère Rachida Lemmaghti, chères collègues du réseau égalité

Quand, il y a quelques années, nous avons mis en place le dispositif contre le harcèlement sexuel, j'ai pris une part active à défendre la nécessité de proposer un dispositif externalisé (ce fut en l'occurrence l'Institut en Santé Génésique) pour faciliter et protéger la parole des victimes et leur offrir une écoute *spécialisée* et en dehors de *tout enjeu de pouvoir* universitaire.

Ces trois dernières années, j'ai eu dans ma propre université à traiter plusieurs situations de HS avec le concours de Frédérique Martz et je n'ai que des compliments à adresser à l'ISG, à son accueil des femmes et à sa confidentialité. Par ailleurs, du côté des enseignants ou personnels administratifs, la présomption d'innocence – donc aussi une certaine confidentialité – a été également respectée (autant que faire se peut) quand enquête administrative il y a eu.

Ces affaires sont extrêmement douloureuses et aisées à instrumentaliser. Ce qui implique la plus grande prudence.

Quand j'ai signé la tribune portant sur le harcèlement sexuel à l'université, c'est parce que – en tant que chargée de mission égalité – je suis bien placée pour savoir que celui-ci existe dans nos milieux. Je n'imaginai pas que celle-ci serait utilisée à charge dans un article calomnieux publié par Mediapart.

Dans cet article qui accuse Fethi Benslama de « violences sexuelles » (il faut mesurer la gravité de telles accusations devant la loi), on apprend, à la fin, que c'est grâce au pôle égalité de Paris-Diderot « que les plaignant-e-s se sont décidées cette fois à agir ».

Votre responsabilité est donc directement engagée dans ce lynchage médiatique. Je vous prie de lire attentivement les propos des plaignant-e-s pour juger de leur vacuité. Ce qui me paraît un dévoiement complet et particulièrement dangereux des règles démocratiques – et en ce sens inscrit dans la crise des institutions actuelle –, est l'asymétrie entre Fethi Benslama et les gens qui parlent en sa faveur dont les noms sont publics et les plaignant-e-s rendues anonymes au nom de leur supposée vulnérabilité institutionnelle. Cela ressemble aux lettres des corbeaux et à un ensemble de conduites de dénonciation qui ont marqué la face indigne (vs l'héroïsation de la résistance) de la période de l'occupation.

« Balance ton porc » est un mouvement qui peut facilement dériver vers une disqualification de la justice. Est-ce que l'on veut ce genre de justice ? La mise en charpie ? Est-ce que le féminisme ne devient pas alors l'objet instrumentalisé de la haine, de l'envie et des passions tristes ? N'aurait-il pas été plus raisonnable de laisser l'enquête se dérouler ? Quelle enquête peut sereinement avoir lieu désormais dans un tel climat ?

Vous savez ma proximité avec le CRPMS et les études psychanalytiques à Paris-Diderot. Je ne peux donc pas ignorer l'origine *politique* de la cabale contre Fethi Benslama orchestrée depuis plusieurs

mois par un autre psychanalyste – Gérard Pommier – autour de conceptions adverses de la radicalisation. Je n'ignore pas non plus que vous n'avez pas cherché à contacter la correspondante égalité du département de psychologie. Pourquoi ? Aucune des précautions qui s'imposent – confidentialité, présomption d'innocence, respect des procédures administratives et de l'architecture des responsabilités en matière d'égalité – n'ont été respectées. Qu'est-ce qui s'est emballé ? Au profit de qui ? De quoi ?

Oui, je suis féministe, oui je lutte contre le harcèlement sexuel à l'université, non je ne participerai pas à jeter de la sorte un collègue en pâture à la presse. Qui plus est quelle aubaine pour les détracteurs de la psychanalyse, sans parler des islamophobes.

J'ai dit, il y a quelques mois déjà, au Président Jean-Pierre Astruc que je démissionnerai de ma mission le 1^{er} janvier 2019. L'une des raisons est précisément la difficulté à traiter les situations de HS avec la coordination qui s'impose. Le départ de la secrétaire du CHSCT – ma seule alliée véritable – m'a convaincue de renoncer à mon tour.

Mais si je n'avais pas démissionné pour cette raison, je le ferai pour n'avoir pas à cautionner ce jeu de massacre. J'ai beaucoup de respect pour certaines d'entre vous, en particulier pour Anne, je veux juste imaginer que vous avez été dépassées par les événements.

Bien collégalement,

Pascale Molinier



Pascale MOLINIER

Paris, le 15 décembre 2018.